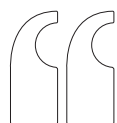


{ INTERNATIONAL }

La paix au Moyen-Orient, parlons-en (autrement)



Anne-Sophie Sebban-Bécache
Directrice AJC Paris

Ces dernières semaines ont été marquées par une riche actualité diplomatique pour le Moyen-Orient (visite du Premier ministre israélien Yaïr Lapid puis du président émirati Mohammed ben Zayed à Paris, ouverture de l'espace aérien saoudien aux vols israéliens, visite du président américain Joe Biden dans la région). Et, une fois n'est pas coutume, cette actualité inclut aussi les relations entre Israéliens et Palestiniens (premiers échanges téléphoniques depuis des années entre leaders israéliens et palestiniens à l'occasion de la fête de l'Aïd, visite de Mahmoud Abbas à Paris). N'est-il pas le moment d'exposer ces dynamiques régionales dans une vision d'ensemble, sans faire du conflit israélo-palestinien un objet toujours à part, comme il est coutume (et commode) de le faire, notamment en France ?
Trois fois oui.
1/ Oui, d'abord, car force est de constater que les partisans les plus actifs de la paix



normalisation des relations entre Israël et plusieurs États du Golfe, mais aussi le Maroc et le Soudan, a été perçue à tort comme le seul produit de l'administration Trump ; et dès lors rejetée, comme s'il était « *moralement* » impossible de se saisir de cette – pourtant immense – avancée, pour la paix. Inviter les commentateurs et les acteurs de la région à envisager les efforts de rapprochement au Moyen-Orient dans leur ensemble et d'où qu'ils viennent devrait donc nous permettre de revenir à

coopérations, d'initiatives de rapprochement des sociétés civiles engagée depuis la signature des « *accords d'Abraham* » aurait largement de quoi inspirer un processus et des dynamiques de paix israélo-palestinienne, au point mort depuis des années.
2/ Oui, ensuite, car de ce hiatus politique entre artisans de la paix a découlé les pudeurs observées – aussi bien dans le langage diplomatique que dans les analyses journalistiques – à saluer, encourager et donc prendre part aux nouvelles dynamiques de paix entre Israël et ses voisins. Et c'est encore bien dommage. Forte de son alliance stratégique avec les Émirats arabes unis, la France jouit d'une présence solide dans le Golfe et aurait pu/pourrait jouer son rôle de facilitateur de la paix, rôle qu'elle souhaite précisément et depuis longtemps remplir dans le cadre du conflit entre Israéliens et Palestiniens. Idem avec le Maroc : l'histoire commune, l'importante diaspora, la proximité géographique confèrent à la France tous les atouts pour participer à approfondir l'élan de normalisation des relations avec Israël, et avec lui le mouvement de renforcement des relations entre communautés juives d'Afrique du Nord et musulmanes (cf la création récente de nouvelles instances pour le judaïsme marocain). Ce dernier point est capital car il a des conséquences directes sur notre « *vivre-ensemble* », ici aussi, en France.
3/ Troisième oui, donc, car nous savons les effets que ce sujet produit chez nous. Au début de ce mois de juillet,

l'organisation Alliance for Middle East Peace (ALLMEP) organisait son premier séminaire à destination de leaders associatifs français confrontés au quotidien à la question du conflit israélo-palestinien. J'ai eu l'occasion de participer à ces deux jours d'échange et le constat déjà connu fut, à nouveau, sans appel : ce thème, explosif, revient systématiquement dans les conversations entre jeunes et moins jeunes. Et les encadrants associatifs comprennent désormais la nécessité absolue non plus de l'éviter mais de se doter d'outils pour déconstruire les fantasmes qui lui sont associés. Le mur d'ignorance et de préjugés est tel qu'on comprend que pour beaucoup, la simple idée que des Israéliens et des Palestiniens puissent dialoguer, est totalement étrangère. Et nous savons que cette rivalité fantasmée a nourri une défiance croissante entre juifs et musulmans dans notre pays, jusqu'à renforcer l'antisémitisme le plus violent. Or ce dialogue entre Israéliens et Palestiniens existe bel et bien, à tous les niveaux et, plus loin encore mais plus proche de nous, au Maroc par exemple, le dialogue entre Israéliens et Arabes, juifs et musulmans, est aujourd'hui florissant. Plus que jamais : adoptons cette vue d'ensemble des dynamiques au Moyen-Orient, réfrénonos nos tendances stériles à tout politiser, y compris la paix ; renforçons le rôle que pourrait jouer la France dans la région et soucions-nous de notre cohésion : bref, de la paix au Moyen-Orient, parlons-en. Autrement ! ■



Force est de constater que les partisans les plus actifs de la paix israélo-arabe ne sont pas ou plus exactement les mêmes que les fervents militants de la paix israélo-palestinienne

israélo-arabe – celles et ceux qui défendent l'élargissement et l'approfondissement des « *accords d'Abraham* » – ne sont pas ou plus exactement les mêmes que les fervents militants de la paix israélo-palestinienne, voire qu'un fossé se creuse entre ces deux groupes. Et c'est fort dommage. L'erreur commise ici tient à la tentation, rarement réfrénée, de politiser les efforts de paix. Ainsi la

certaines fondamentaux : la paix n'a pas de chapelle, elle est rarement le fruit de l'application d'un programme politique mais bien plus souvent la rencontre d'un contexte favorable et d'intérêts convergents entre parties ennemies. Cette approche « *inclusive* » de la paix au Moyen-Orient devrait aussi nous autoriser à innover davantage : la multitude de partenariats, de

Abonnez-vous sur notre site actualitejuive.com

